

Date : 23/06/12

Rio+20 s'achève sous les critiques

Par Les Echos

Le sommet sur le développement durable, précédé par des mois de discussions et de négociations, s'est achevé à Rio de Janeiro avec l'adoption d'un compromis a minima.

AFP



Le sommet Rio+20 s'est engagé vendredi à promouvoir une « économie verte » épargnant les ressources naturelles de la planète et éradiquant la pauvreté, pendant que les critiques fusaient sur son absence d'objectifs contraignants et de financement. Vingt ans après le Sommet de la Terre qui avait imposé l'environnement sur l'agenda mondial, le sommet sur le développement durable, précédé par des mois de discussions et de négociations, s'est achevé à Rio de Janeiro avec l'adoption d'un compromis a minima mis au point par le Brésil, pays hôte.

Quelque 188 pays de l'ONU ont approuvé par consensus ce texte intitulé « Le monde dont nous voulons ». Celui-ci a été salué par le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-Moon comme étant un « très bon document, une vision sur laquelle nous pourrions bâtir nos rêves ». La secrétaire d'Etat américaine Hillary Clinton s'est elle aussi félicitée du résultat: « nous nous sommes ligüés autour d'une déclaration finale qui marque une avancée réelle pour le développement durable ».

Pour la présidente brésilienne Dilma Rousseff, Rio+20 est un « point de départ ». « L'important est que, quand on a un document écrit, personne ne peut nier ou oublier ce qui y est écrit », a-t-elle dit. « Plus de 513 milliards de dollars ont été mobilisés » par le secteur privé, les gouvernements et la société civile pour financer des projets dans l'énergie, les transports, l'économie verte, la désertification, l'eau ou les forêts, a affirmé l'ONU sans fournir de détails.

Société civile en colère

Évaluation du site

Le site du quotidien économique national Les Échos diffuse de nombreux articles, couvrant ainsi l'ensemble de l'actualité économique-financière française et internationale.

Cible
Spécialisée

Dynamisme* : 303

* pages nouvelles en moyenne sur une semaine

La tonalité était très différente au sein de la société civile, très en colère. Des milliers de militants ont clamé leur déception pendant les trois jours du sommet, dénonçant l'« échec » et le manque d'ambition de Rio+20. Les ONG cependant massivement manifesté leur colère devant le peu de résultats concrets. « Dans l'avenir que nous voulons, il y a de l'engagement et de l'action, pas seulement des promesses », ont-elles lancé. Elles se sont juré de rebondir, de revenir aux actions de proximité, trouvant dans ce qu'elles qualifient d'« échec » une énergie nouvelle pour transformer, disent-elles, « la colère en action ». « L'échec de Rio+20 donnera aux gens plus d'énergie pour se mobiliser et se battre pour la planète », a déclaré Daniel Mittler, de Greenpeace.

Pour Kumi Naidoo, directeur général de Greenpeace International, « on remet en ordre les fauteuils sur le pont du Titanic alors qu'il est en train de sombrer ». « Les attentes étaient très faibles mais le résultat est encore plus maigre... Ce fut une occasion manquée », a estimé Manish Bapna du centre de réflexion américain World Resources Institute (WRI)

Hanté par l'échec de la conférence de Copenhague en 2009 qui s'était achevée sur un fiasco retentissant, pays riches et pauvres se sont accordés sur une série de promesses pour guérir les plaies de la planète. La longue liste de maux inclut la faim, la pauvreté, et aussi la désertification, l'appauvrissement des océans, la pollution et la déforestation, le risque d'extinction de milliers d'espèces...

« Nous chefs d'Etat et de gouvernement (...) renouvelons notre engagement envers le développement durable et envers un avenir économiquement, socialement et écologiquement durables pour notre planète et pour les générations présentes et futures », commence le projet de déclaration. Le principal acquis est la décision de lancer des « Objectifs du développement durable » (ODD) sur le modèle de ceux du Millénaire adoptés en 2000 par l'ONU. Leur définition est toutefois laissée à un groupe de travail qui devra faire ses propositions en 2013, pour une mise en place à partir de 2015. Ces objectifs devront être « en nombre limité, concis et tournés vers l'action », selon la déclaration.

Rio+20 prône une « économie verte », modèle de développement moins destructeur pour la planète dont la population devrait passer de sept milliards aujourd'hui à 9,5 milliards en 2050. Mais en raison des craintes des pays pauvres, la définition des « politiques d'économie verte » est laissée à chaque pays et la déclaration souligne qu'elles ne doivent pas constituer « une restriction déguisée au commerce international ».

Le financement en suspens

Le financement est resté en suspens : en temps de crise, et avec des budgets à sec, les pays riches n'ont plus les moyens de mettre la main à la poche. La proposition des pays en développement d'un fonds de 30 milliards de dollars annuels, est restée sans suite. Rio+20 encourage ainsi de nouvelles sources de financement -entreprises, partenariats... -ainsi que des « financements innovants », sans les détailler.

Parallèlement, un contre-sommet organisé dans le centre de Rio a réuni des milliers d'écologistes, indiens, femmes, homosexuels qui ont organisé des centaines de débats, manifestations, expositions, dans une ambiance festive et colorée. Dans une déclaration, ils ont

affirmé la conviction que « seul le peuple organisé et mobilisé peut libérer le monde du contrôle des corporations et du capital financier ».

A l'issue de la conférence, nombre de participants s'interrogeaient sur la nécessité de ces confrontations d'Etats aux intérêts particuliers. « Ca montre l'impuissance du politique, la paralysie du système, ça rend pessimiste sur sa capacité à générer quelque chose », estimait Laurence Tubiana. « 193 pays qui doivent atteindre l'unanimité, c'est difficile, peut-être il faut modifier le système de fonctionnement », admet Brice Lalonde. « C'est une structure inadaptée », affirme Gilles Berhault, président du **Comité français** pour le **développement** durable, pour qui la souveraineté des pays n'est plus de mise dans un monde « interdépendant ».

Le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-Moon a fermé le ban en martelant, en clôture de la conférence, la plus large jamais organisée par les Nations-unies: « Les discours sont terminés, maintenant commence le travail ». Et il a ajouté : « Le chemin est long et ardu, l'aiguille de l'horloge court, et l'avenir est entre nos mains ». Chacun en était bien conscient.

SOURCE AFP